Immigration de travail, la grande hypocrisie

Agnès Laurent

Par peur de l'opinion publique, ni l'exécutif ni le patronat ne veulent revoir un système en décalage avec les besoins de l'économie.

La petite phrase a été lâchée par Gérald Darmanin au micro de France Inter le 28 avril : "Il a manifestement été régularisé parce qu'il avait un contrat de travail [...], comment un homme a-t-il pu avoir de nombreux contrats de travail alors qu'il était irrégulier, n'y a-t-il pas une part de responsabilité aussi des employeurs? Comment on peut faire travailler des gens irréguliers? Sans doute en les payant très mal, par ailleurs." Cinq jours plus tôt, à Rambouillet, une policière a été tuée dans un attentat terroriste par un homme d'origine tunisienne, arrivé clandestinement en France et régularisé dix ans plus tard au titre d'une "autorisation exceptionnelle de séjour salarié".

A la suite du ministre de l'Intérieur, d'autres, dont Rachida Dati, dénoncent, sans craindre les raccourcis, la régularisation par le travail permise par la circulaire Valls de novembre 2012. La polémique n'est pas nouvelle, elle montre une fois de plus, par-delà l'horreur de l'assassinat d'une femme, l'instrumentalisation du débat sur l'immigration de travail. Comme l'asile ou le regroupement familial, le sujet peut prétendre au "concours Lépine de la connerie ambiante" pour reprendre l'expression d'un élu de droite, fin connaisseur du sujet. Entre ceux qui regardent leurs chaussures pour ne pas prendre de coups et ceux qui font des déclarations à l'emporte-pièce, la réalité a bien du mal à exister.

LIRE AUSSI >> Immigration : vérités et balivernes

Seuls 26 950 visas de travail ont été accordés en 2020

En coulisse, le constat est pourtant unanimement partagé, l'économie française a, aujourd'hui comme hier, des besoins de recrutement qui peinent à trouver preneurs. Parce qu'il s'agit de métiers aux conditions de travail difficiles ou aux niveaux de salaire faibles, ces emplois sont souvent pourvus par des étrangers. En octobre 2019, Emmanuel Macron l'exprimait sans circonlocutions dans *Valeurs actuelles*. "Nous sommes face à une grande hypocrisie : les secteurs de la restauration et du BTP ne fonctionnent pas sans l'immigration. Prétendre l'inverse est faux!" assénait le président de la République, qui défendait alors l'idée de quotas, avant d'ajouter : "Il y a des emplois que vous ne ferez plus occuper par des Français, comme le métier de plongeur. Je suis lucide : c'était déjà impossible il y a quarante ans!"

La situation économique liée au Covid n'y changera rien, une enquête publiée le 4 mai par Pôle emploi indique que 44,9 % des prochains recrutements sont anticipés comme "difficiles" par les employeurs, en particulier dans les secteurs du BTP, des services à la personne et, dans une moindre mesure, dans l'hôtellerie-restauration. Mais ces choses-là ne se disent pas, de peur de froisser l'opinion publique ou, côté patronal, d'être accusé - et pas nécessairement à tort - de créer un sous-prolétariat. "On entend toujours le discours : mais pourquoi on ne prend pas des gens à Pôle emploi? La pratique montre que beaucoup de nos concitoyens ne veulent pas aller dans ces métiers-là. Et, à un moment, il faut bien répondre à la demande", insiste François-Noël Buffet, sénateur LR du Rhône.

L'ExpressInfographie

Mais le système actuel d'immigration de travail ne satisfait personne. Numériquement, d'abord : seuls 26 950 visas de travail ont été accordés en 2020 sur un total de 220 535 titres de séjour délivrés. Et même si cette année est particulière en raison de la fermeture des frontières, la proportion des visas "économiques" ne dépasse jamais les 15 % du total. Qualitativement, ensuite, car les métiers autorisés à l'immigration économique ont été définis en 2008 et ne correspondent plus aux besoins : "Parmi la liste des 30 métiers qui ont le plus souffert de difficultés de recrutement en 2019, seul le 3e ("ingénieurs et cadres d'étude, R&D en informatique, chefs de projets informatiques") figure dans l'arrêté de 2008. En 2019, d'après Pôle emploi, les plus grandes difficultés de recrutement ont touché, dans cet ordre, les aides à domicile et ménagères, les

agents d'entretien de locaux, les aides-soignants, les conducteurs routiers, les employés et agents polyvalents de cuisine", regrettait en mai 2020 la Cour des comptes dans un rapport sur la politique migratoire.

LIRE AUSSI >> Immigration : malgré le Covid, Darmanin ne veut rien lâcher

Conséquence, faute d'une immigration légale en nombre suffisant et bien ciblée, les 300 000 à 400 000 personnes en situation irrégulière (déboutés du droit d'asile, "courts séjours" jamais rentrés dans leur pays...) forment un vivier quasi inépuisable. Une partie d'entre elles - que nul ne sait estimer - occupe ces postes sous de fausses identités, voire au noir, hors de tout cadre officiel. Avec, pour les premières, l'espoir d'une régularisation au titre de la "circulaire Valls", au terme de cinq ans de travail et sous réserve du soutien de leur employeur. En 2012, en effet, le ministre de l'Intérieur avait institué un certain nombre de critères donnant droit à une "admission exceptionnelle au séjour".

Un sujet "pas hyper porteur, sauf si vous voulez vous prendre une polémique"

Vraie soupape permettant d'éviter les grandes vagues de régularisation comme celle de 1981 et de 1997 ou les occupations d'entreprise par les sans-papiers comme dans les années 2000, le système atteint désormais sa limite. Il n'a concerné que 7 162 personnes en 2020, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Les autres se retrouvent dans des situations précaires, à la merci d'employeurs parfois peu scrupuleux, ou de l'administration qui peut, à tout moment, leur opposer une obligation de quitter le territoire français. Certains, enfin, comme les livreurs de plateformes de restauration sans-papiers, ne peuvent même pas prétendre à la circulaire Valls.

Hans Lucas via AFPLa circulaire Valls ne concerne pas les livreurs indépendants de plateformes de restauration. (ici, manifestation à Paris en juin 2020 pour demander la régularisation des sans papiers chez Frichti).

Les difficultés sont connues. Pourtant, rien n'évolue. Fin 2019, le Premier ministre Edouard Philippe avait annoncé une réforme de l'immigration économique visant à mieux la faire coïncider avec les besoins. La crise sanitaire a tout bloqué. Et l'humeur du président de la République a changé depuis ses déclarations à *Valeurs actuelles*. A un an de l'élection présidentielle, il parle plus volontiers de fermeture des frontières et de renvoi de clandestins que de régularisation par le travail ou de quota d'immigrés pour les métiers en tension. Le sujet est, à ses yeux, bien trop inflammable, l'opinion publique n'étant pas prête à entendre, sur fond de chômage élevé, qu'il y a des pénuries de recrutement.

Du côté du patronat, on nous indique préférer ne pas intervenir sur un sujet "qui n'est pas hyper porteur, sauf si vous voulez vous prendre une polémique". Mais l'on ne montre pas plus d'allant à suivre la piste avancée par Patrick Stefanini, conseiller immigration sous Nicolas Sarkozy et auteur d' *Immigration. Ces réalités qu'on nous cache* (Robert Laffont) : "Dans un pays où le chômage est important, pour les métiers peu attractifs, qui sont occupés par une population étrangère, ne faudrait-il pas revoir les salaires et les conditions de travail qui ne sont pas satisfaisantes avant d'ouvrir les vannes de l'immigration économique?" Là, encore, l'idée s'attire un vague "on y travaille" pour toute réponse patronale. En réalité, tout le monde attend que le voisin prenne position pour sortir du bois. Au risque d'envenimer la situation.